

CONSTANZA NEGRI BIASUTTI

Sherpa du B20 pour le Brésil et ancienne directrice Commerce et Intégration internationale à la Confédération nationale de l'Industrie du Brésil

Nikolaus Lang, directeur associé senior au bureau de Munich du BCG

Constanza, le Brésil occupe une position très intéressante. Vous venez d'organiser le G20 à Rio en novembre et vous assumerez la présidence des BRICS en 2025. Vous représentez les entreprises brésiliennes et le secteur privé : comment les entreprises parviennent-elles à tirer le meilleur parti de ces deux mondes, BRICS et G20 ? Vous êtes l'un des rares pays à être membre de ces deux groupes, alors quels avantages le secteur privé peut-il en tirer ?

Constanza Negri Biasutti, sherpa du B20 pour le Brésil et ancienne directrice Commerce et Intégration internationale à la Confédération nationale de l'Industrie du Brésil

Merci beaucoup. Je suis très heureuse de participer pour la première fois à cet événement extrêmement intéressant qu'est la World Policy Conference et d'avoir l'opportunité d'apporter un double point de vue, celui du secteur privé et celui du Sud Global.

Comme vous l'avez dit, le Brésil a assuré la présidence de ces deux forums, et si nous y ajoutons la COP 30, le pays se trouve dans une position stratégique pour apporter sa contribution aux discussions internationales et promouvoir la coopération dont nous avons grand besoin aujourd'hui. Avant de parler du contexte et des synergies que vous avez évoqués, permettez-moi de faire quelques commentaires d'ordre général du point de vue brésilien. Malgré des différences manifestes en termes de composition et de vision géopolitique, le G20 et les BRICS doivent être considérés comme complémentaires, comme l'a dit Trudi. Ceci est particulièrement vrai pour le Brésil, un pays qui s'attache à adopter une approche équilibrée en termes de politique étrangère, qui crée de nouvelles opportunités stratégiques pour le secteur privé et qui diversifie les opportunités économiques en veillant à équilibrer ses relations avec les différentes puissances. Je pense que l'intégration économique au sein de ces forums et plus particulièrement au sein des BRICS, peut prendre un certain temps et nous verrons ce que l'avenir nous réserve car les BRICS+ n'en sont encore qu'à leurs débuts. Comme l'a dit hier mon confrère de la Chambre de commerce américaine, ces forums représentent déjà des marchés importants pour les entreprises à court terme, il est donc stratégique et impératif pour le secteur privé de prendre une part active aux discussions de ces forums afin de peser sur l'agenda économique.

Rappelons brièvement les grandes priorités que le Brésil a définies pour ces deux présidences en matière de gouvernance. Pour le G20, la présidence brésilienne a axé les travaux sur trois priorités : la lutte contre la faim et la pauvreté, la promotion du

développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales, et la réforme de la gouvernance mondiale pour refléter les réalités du XXI^e siècle. Quant aux priorités pour le sommet des BRICS, le gouvernement brésilien en a déjà donné un bref aperçu. Cinq priorités se dégagent en matière de gouvernance, mais tout ceci sera affiné à partir de janvier 2025 :

- La réforme des systèmes monétaires et financiers internationaux.
- La gouvernance de l'IA.
- Le changement climatique, plus précisément la coordination des efforts en vue de la COP 30 et d'autres questions qui ne sont pas abordées dans le cadre de la CCNUCC.
- La santé sera une priorité pour le Brésil lors de sa présidence des BRICS.
- La gouvernance des BRICS en termes de développement, d'intégration de nouveaux membres et de rationalisation des mécanismes de coordination.

La Confédération nationale de l'industrie, qui représente le secteur privé, a une grande responsabilité en ce sens qu'elle doit relayer les messages et propositions des acteurs du secteur privé et les défendre devant le B20 et les BRICS. Nos travaux pour le B20 ont pris fin et nous avons passé le relais à nos homologues sud-africains, mais nous avons déjà commencé à travailler sur les priorités que le secteur privé brésilien souhaite porter à l'attention des décideurs des BRICS. En ce qui a trait aux synergies entre ces deux groupes, permettez-moi de vous présenter les cinq priorités que nous sommes encore en train d'étudier, cette liste n'étant en aucun cas exhaustive.

La première priorité est liée au financement des infrastructures durables et de la transition énergétique, dont Étienne a déjà parlé. Comme chacun sait, l'action climatique demande une collaboration entre les secteurs privé et public afin de combler le déficit de financement, de déployer à grande échelle les solutions matérielles et de favoriser la transition énergétique. La priorité est d'accélérer et de compléter les financements publics par des capitaux privés, de débloquer les investissements du secteur privé et d'élaborer des politiques réglementaires propices à une mobilisation des financements privés pour la transition énergétique. Il convient de mentionner ici la Nouvelle banque de développement qui a également un rôle clé à jouer en la matière. Par ailleurs, il est important, à mon sens, de réfléchir au moyen d'améliorer le pipeline de projets approuvés et finançables pour les infrastructures, et notamment les infrastructures durables.

Notre deuxième priorité est de promouvoir les échanges commerciaux et les chaînes de valeur mondiales, un point évoqué un peu plus tôt par Nikolaus. Vous l'avez très bien dit, le commerce international et l'investissement sont des moteurs essentiels du développement économique et du progrès technologique des entreprises. Il ne vous a toutefois pas échappé que la croissance du commerce s'est ralentie ces cinq dernières années. Les priorités pour les BRICS sont donc la gouvernance du commerce et la promotion du processus de digitalisation du commerce afin de réduire les délais et les coûts. Le secteur privé souhaite également mettre à l'agenda la promotion des pratiques réglementaires et des taxonomies

interopérables dans le domaine de la durabilité environnementale, par exemple avec l'élaboration de méthodologies reconnues au niveau international pour les empreintes carbone, particulièrement importantes pour les entreprises.

La troisième priorité a trait à la gouvernance mondiale de l'IA. Comme chacun sait, l'IA s'est imposée comme l'une des technologies les plus transformatrices de ce siècle, avec des investissements mondiaux qui devraient dépasser les 630 milliards d'euros d'ici 2028, mais elle s'accompagne également d'un grand nombre de défis. La priorité ici est de parvenir à libérer le potentiel de l'IA de manière responsable, en encourageant l'innovation et en veillant à un partage équitable des bénéfices de cette technologie dans l'ensemble de la société. Cette priorité s'articule autour de trois axes principaux. Le premier est la convergence mondiale : nous devons harmoniser les terminologies et les cadre de gouvernance et de gestion des risques afin de favoriser la collaboration. Il convient de souligner que le Brésil est actuellement en avance sur le plan réglementaire. Le deuxième a trait à la réglementation de l'innovation : comment développer des cadres pour une IA responsable. Enfin, le troisième concerne la mise en œuvre éthique de l'IA : comment promouvoir une IA impartiale en s'appuyant sur des partenariats public/privé.

Une autre priorité étroitement associée, selon nous, à l'IA est la création d'une main-d'œuvre résiliente et productive, le revers de la médaille étant la menace que l'IA fait peser sur certains emplois. Vous n'êtes pas sans savoir que l'avenir du travail est aujourd'hui remodelé par les tendances environnementales, technologiques et même économiques. Il faut donc réfléchir aux priorités, à savoir : développer l'éducation numérique, combler les déficits de compétences dans une démarche de reconversion et de montée en compétences, moderniser les programmes d'études pour les aligner sur les avancées de l'IA et assurer un renforcement des capacités technologiques de la main-d'œuvre.

Enfin, une autre priorité que nous mettons à l'agenda des BRICS et sur laquelle nous avons également travaillé pour le B20 est la sécurité alimentaire et l'agriculture durables, en particulier pour le Brésil. L'agriculture est confrontée à des défis liés au changement climatique, à l'insécurité alimentaire et aux émissions de gaz à effet de serre. Il est donc impératif de mettre en œuvre des politiques qui favorisent une croissance durable de la productivité en s'appuyant sur les biotechnologies et l'agriculture numérique. Parallèlement, nous voulons mettre à l'agenda les questions prioritaires liées au commerce, au système multilatéral et à l'élimination des barrières commerciales, aspect extrêmement important pour la sécurité alimentaire.

Voici donc les cinq principaux domaines sur lesquels nous allons travailler au sein du BRICS Business Council dans l'année à venir. Bien entendu, nous en discuterons avec les représentants du secteur privé de tous les pays membres des BRICS+, et nous espérons parvenir à un consensus dans ce sens.

Nikolaus Lang

Formidable, Constanza. Je trouve fascinant de voir que ce que certains considèrent parfois comme des organisations ou des groupes antagonistes sont en fait tout à fait complémentaires, du point de vue du Brésil ou du secteur privé. C'était très intéressant et je



vous souhaite bonne chance pour l'année prochaine. Je pense qu'organiser les sommets du G20 et des BRICS en l'espace de 12 mois est une véritable prouesse.